

Après l'ignoble attentat contre Charlie Hebdo **NON À LA RÉCUPÉRATION DE NOTRE INDIGNATION.** **REFUSONS LEUR PIÈGE D'UNION NATIONALE.**

PSA
Trémery et
Metz-Borny

BULLETIN AUTO

- NPA LORRAINE NORD -

22 JANVIER 2015

Une immense vague d'indignation, d'émotion et de colère a soulevé le pays, après l'exécution pure et simple de journalistes indépendants, libres et satiriques de Charlie Hebdo et de clients d'un supermarché kasher parce qu'ils étaient juifs.

Mais dimanche 11 janvier, Hollande et son gouvernement ont rebondi sur cette émotion légitime pour en faire une gigantesque opération de récupération autour d'une soi-disant « unité nationale », avec pour alliés la droite et l'extrême droite. Oubliées les interdictions de manifester en solidarité avec la Palestine ou pour dénoncer l'assassinat du militant écologiste, Rémy Fraisse.

L'union nationale pour faire oublier leur responsabilité

Hollande nous a vanté la France rassemblée. Son but : justifier les guerres que lui et son gouvernement mènent contre les peuples dans les régions du monde où le pillage et les interventions militaires organisées par les grandes puissances ont semé la misère et le chaos.

Oui, les terroristes sont des monstres. Mais c'est bien le chaos créé par l'occupation de l'Afghanistan en 2001, de l'Irak en 2003 ou le bombardement de la Lybie en 2011 qui ont créé le terreau sur lequel prospèrent les intégristes.

C'est encore leur politique de régression sociale ainsi que la décomposition sociale dont ils sont responsables qui secrète cette barbarie obscurantiste, cette violence abjecte qui vise à semer la terreur, contre la liberté d'expression au nom de préjugés réactionnaires et d'un autre âge.

Le terreau du terrorisme, c'est la désespérance face à la misère et à l'exploitation, face au chômage dans les quartiers défavorisés, la désespérance due au rejet parce que l'on a pas la même couleur de peau, que notre nom n'a pas la même consonance nationale.

L'union nationale pour faire oublier la lutte de classe à l'intérieur

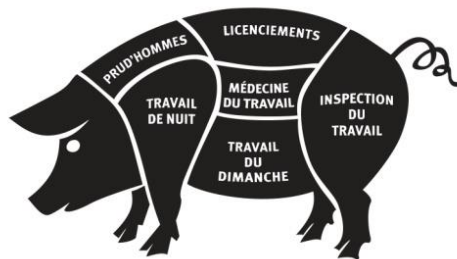
Et ce lundi, Hollande a eu le culot d'appeler les « partenaires » sociaux à « l'unité nationale » pour nous faire avaler sa loi Macron.

Cette loi s'attaque au Code du travail, à l'Inspection du travail, aux Prud'hommes, pour en finir avec « *tout ce qui bloque, freine et nuit à l'égalité et au progrès* », nous dit Hollande... En réalité, pour détruire ce qui reste de protection des salariés puisqu'au même moment, syndicats et patronat sont engagés dans une « négociation » qui a pour objectif le démantèlement complet du système actuel de représentation des salariés.

La loi Macron, c'est la banalisation du travail le dimanche et de nuit, mettant fin progressivement aux compensations salariales. Il n'y a pas que les magasins qui sont concernés, mais tout le travail posté dans les usines. Les licenciements collectifs seront facilités, avec des mesures allant au delà des « accords de compétitivité » Renault et PSA. C'est ce tout ce qu'il y a de protecteur dans le droit

du travail qui est jeté à la poubelle, avec des moyens accrus donnés aux patrons pour licencier, sanctionner, muter et réorganiser.

POUR LES PATRONS,



**tout est bon
dans le Macron !**

Pour faire reculer le gouvernement Construire l'unité des travailleurs de toutes origines

De plus en plus de voix s'élèvent contre ce projet scélérat, qui sera débattu à l'Assemblée nationale à partir

du 26 janvier. Reste à construire l'indispensable mobilisation pour construire le rapport de force. Avec l'objectif d'imposer au gouvernement le retrait pur et simple de son projet de loi.

Mais pour battre la politique du gouvernement, la réponse, ce n'est pas « l'union nationale ». Et le grand danger, c'est la montée d'un climat raciste qui nous détournerait de nos vrais ennemis. Ce dont nous avons besoin, c'est du rassemblement de la grande communauté de tous les travailleurs, quelles que soient nos origines. Pour reprendre l'offensive, **faisons du 26 janvier une première échéance de mobilisation contre la loi Macron.**

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



Tremery, Vigo, Trnava : non à la concurrence entre les travailleurs !

PSA annoncera en mars le site sur lequel la prochaine ligne de production du moteur essence EB sera installée. Le PDG, Tavares met délibérément en concurrence les sites de Vigo, Trnava et Tremery pour obtenir les meilleures conditions financières, c'est-à-dire le maximum de subventions publiques. En bon politiciens complices, les élus locaux plongent allant jusqu'à encourager publiquement les salariéEs de Tremery à aller manifester sous les fenêtres de la préfecture, pour réclamer ces subventions issues de nos impôts. En quelques sortes, ce sont les travailleurs avec leurs impôts, qui devraient graisser la patte du patron pour conserver un peu d'emplois et continuer d'être exploités.

La Communauté de Communes Rives de Moselle va racheter 22 ha de terrain du site contre 6,6 millions d'euros, c'est-à-dire bien plus que les prix du marché. C'est un cadeau au patronat sans aucune contrepartie ni engagement en terme d'emploi, de salaire ou de condition de travail.

- D'une part, l'entreprise a tous les moyens de financer les investissements. Les actionnaires se sont enrichis sur le dos des travailleurs et le font encore, à eux de financer, pas à nous.

Par ailleurs, 70 millions d'euros sont provisionnés pour les retraites des dirigeants alors que «nos» élus évoquent la somme de 20 millions d'euros comme étant nécessaire.

- D'autre part, les collectivités territoriales manquent d'argent et multiplient les économies conduisant à la casse des services publics.

En utilisant la mise en concurrence des travailleurs, Tavares veut diviser la classe des travailleurs et briser nos conditions de travail dans le seul but de faire des profits. Nous devons éviter le piège de la division, renforcer la solidarité internationale et refuser tout recul !

Les ventes de PSA augmentent, pas nos salaires !

Les ventes mondiales ont augmenté en 2014. PSA a vendu 2,939 millions de voitures, soit 4,3 % de plus qu'en 2013. L'augmentation des ventes provient principalement de celles réalisées en Chine. Après sept années de baisse des ventes en Europe et en France, celles-ci sont également en hausse. Nul doute que les résultats financiers profiteront aux propriétaires et actionnaires.

Que les ventes baissent ou augmentent, c'est toujours ceinture et austérité pour les salariéEs, alors que les profits sont directement indexés sur la hausse des ventes dont notre travail est la source. Oui, les ventes en augmentation justifient encore plus les revendications de salaires!

PSA : Négociation sur le temps de travail et les congés 2015.

Les négociations sont en cours et la direction voudrait fermer les usines pendant 3 semaines en été sans pour autant laisser le choix aux travailleurs de profiter de leur 4ème semaine comme ils le souhaitent.

A Sevelnord, 80 salariéEs se sont mis en grève pour protester. Tout le monde doit avoir la possibilité de jouir de ses congés quand il le veut. Les congés payés ne doivent pas être un outil de la direction pour imposer toujours plus de flexibilité. Il va falloir se battre !

Visite de Tavares : le feu sacré de la performance.

Pour sa visite, la direction avait mis le paquet et n'a pas lésiné sur les moyens, le « tapis rouge » a été déroulé. Le moins que l'on puisse dire c'est que Tavares n'a pas la langue de bois ainsi,

il a reconnu la mise en concurrence des travailleurs dans le cadre de l'attribution de la ligne EB Turbo. Par ailleurs, selon lui, « le feu sacré de la performance » doit être ancré dans chacun des « collaborateurs ».

Cette fameuse course à la performance qui génère des profits pour la classe dirigeante en étouffant celle des travailleurs ?

Iran Khodro : la grève de 20 000 travailleurs fait reculer la direction.

Les travailleurs de l'usine Iran Khodro partenaire de PSA ont fait reculer la direction. Ils ont obtenu entre autres :

- une révision des grilles de classification,
- une hausse de 7 à 8% du salaire de base,
- le paiement de 500 dollars en liquide tous les trois mois,
- la fermeture des ateliers dans la nuit du jeudi au vendredi (le vendredi étant le jour de congés hebdomadaire en Iran),
- une pause d'une heure pour les équipes de nuit,
- le retour des majorations pour les heures supplémentaires.

Les travailleurs ont annoncé qu'ils seraient vigilants quant à l'application de ces avancées. Ces huit jours de lutte se terminent par une victoire et sont un exemple pour tous les ouvriers du pays.